

Le Samusocial de Paris appelle à renforcer l'accueil des femmes sans abri

Migrantes, victimes de violences ou d'abandon... Le nombre de femmes à la rue augmente

Le Samusocial de Paris alerte sur la présence toujours plus élevée de femmes à la rue. Le gestionnaire du numéro d'urgence 115 dans la capitale, indique, dans un rapport rendu public mardi 8 mars à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, qu'en janvier, en moyenne 150 appels par jour émanaient de femmes à la recherche d'un hébergement, dont 128 restaient sans solution.

« Nous estimons que les besoins, en tenant compte des personnes qui n'appellent pas, s'élèvent à 1360 places, note Vanessa Benoit, directrice générale du groupe d'intérêt public. Aujourd'hui, 14 % des personnes à la rue sont des femmes, sept fois plus que les 2 % recensés par l'Insee, en 2012, et le nombre d'entre elles qui sollicitent un hébergement à Paris, a augmenté de 66 % entre 2006 et 2016. Il y a urgence à leur offrir un accueil et un accompagnement adaptés. »

A Lyon, sur les 1240 appels d'urgence quotidiens, 96 femmes

restent sans solution : « Un effort significatif a été réalisé par l'Etat. Mais les capacités pour accueillir notamment les femmes isolées sont encore insuffisantes », explique Maud Bigot, responsable, à Lyon, du service intégré d'accueil et d'orientation qui gère le 115 local.

« Public fragile »

Lors de la Nuit de la solidarité organisée, le soir du 20 au 21 janvier, dans une trentaine de villes, en France, celle de Bordeaux a recensé 182 femmes et 344 hommes à la rue, sans compter 200 personnes vivant dans des squats et des campements. « Le manque d'hébergements et de places adaptées aux besoins des personnes selon leur genre est une réalité à Bordeaux », reconnaît-on au cabinet du maire Pierre Hurmic (Europe Ecologie-Les Verts).

Trois profils de femmes se retrouvent à la rue : les migrantes, qui, neuf fois sur dix, ont subi des agressions, voire des viols lors de

leur voyage, puis en France ; les femmes sans abris « suradaptées à la vie dans la rue depuis des années », selon les termes de ce rapport de la mission femmes du Samusocial de Paris ; enfin, des jeunes en rupture familiale, victimes de violences ou d'abandon. « Les politiques prennent désormais en compte ce nouveau public particulièrement fragile, toujours victime d'agressions et qui, pour cela, dissimule son identité, se rend invisible et développe une méfiance envers les institutions », remarque Vanessa Benoit.

« Structures non mixtes »

Le Samusocial de Paris s'est vu confier, en 2018, par l'Etat et la ville, une mission de trois ans auprès de ce public, et en a tiré plusieurs enseignements. « Ces femmes ne supportent pas la promiscuité. Elles ont besoin de soins et d'un accès à l'hygiène dans des structures non mixtes, affirme M^{me} Benoit. Paris a donc ouvert huit haltes de nuit, dont deux pour

femmes seules, sept centres d'hébergement exclusivement pour femmes, mais aussi, dans le 12^e arrondissement, les Bains-Douches l'Oasis qui leur sont réservés, l'après-midi, et qui proposent une consultation médicale et gynécologique, des dépistages de VIH, de cancers... »

Pour autant, Vanessa Benoit estime que ce n'est pas « suffisant ». « Il faut renforcer ces établissements avec du personnel formé à ce type particulier d'accueil ».

Dans un manifeste paru le 8 mars, le Samusocial résume ses cinq propositions, dont l'amélioration du repérage des femmes sans abri, le renforcement de structures d'accueil mixtes et non mixtes, la prise en charge des violences de genre, la garantie et le développement de l'accès aux soins et l'insertion professionnelle des femmes, en développant des formations et en proposant des solutions de gardes d'enfants « flexibles et adaptées ». ■

ISABELLE REY-LEFEBVRE

